

Paola Viganò

Dessinons le territoire avec l'eau



Paola Viganò, Grand prix de l'urbanisme 2013

Débatteur : **Romain Champy**, Europolia, au nom du groupe de travail adaptation du Club Ville Aménagement

Débat conçu et animé par **Ariella Masboungi**, Grand prix de l'urbanisme 2016



Ariella Masboungi : Merci d'être avec nous pour ce 5 à 7 dont le titre est « Dessinons le territoire autour de l'eau ». Il nous a semblé indispensable d'inviter Paola Viganò car, pour elle, l'eau en tant que condition sine qua non de la vie, est au cœur du travail de l'urbaniste, de l'architecte et du paysagiste.

Paola Viganò est architecte-urbaniste, grand prix d'urbanisme en 2013 ; elle a longtemps été associée au regretté Bernardo Secchi et tous deux ont été précurseurs de notions étrangères aux Français telles que la ville diffuse ou la ville poreuse. Lors de la consultation du Grand Paris, ils ont, en outre, réalisé un important travail autour de l'inondabilité.

L'eau est donc au cœur des projets et recherches de Paola Viganò qui est également chercheuse et enseignante à l'EPFL de Lausanne. Je note que, de ce point de vue, des sociétés d'assurance financent ses recherches, ce qui est intéressant puisque les assurances sont désormais au cœur de ces questions. Pour Paola Viganò, en l'absence d'accord planétaire pour lutter contre le changement climatique, le projet offre l'opportunité d'esquisser et d'expérimenter une démarche d'adaptation. Rappelons à ce sujet, qu'elle a publié, en 2023, *Le Jardin biopolitique*.

« Dessinons le projet avec l'eau » est donc le postulat de Paola Viganò qui considère que l'eau est la solidarité comme en témoigne les différents scénarios qu'elle développe notamment sur la vallée de la Vesdre. Enfin, chose rare, elle associe l'inondabilité à la sécheresse, ce qui appelle des gouvernances d'une toute autre nature dont nous reparlerons.

L'eau qui inonde et qui se tarie est désormais au cœur de l'actualité, comme en témoignent les nombreuses sécheresses aujourd'hui à l'œuvre : elles alertent sur l'avenir agricole, les extensions urbaines (souvent devenues impossibles à desservir), les conflits d'usage sans oublier les risques majeurs avec des événements douloureux aux conséquences dévastatrices de plus en plus fréquents en France, en Europe et maintenant en Asie.

Ainsi, même dans un pays tempéré comme la France, l'eau redevient une question centrale pour des sociétés de plus en plus bousculées par le réchauffement climatique : le dernier rapport de France Stratégie invite d'ailleurs à clarifier les termes du débat dans un contexte de tension croissante sur la disponibilité de la ressource. Il précise des ordres de grandeurs ; donne des éclairages inédits sur l'impact des prélèvements du secteur de l'énergie, la progression de l'irrigation agricole pour produire les denrées exportées, la multiplication des forages domestiques... et indique qu'« anticiper les déséquilibres est crucial pour anticiper les conflits d'usage » et qu'« un effort de sobriété dans tous les secteurs est attendu ».

Nous lisons tous les jours de nouveaux exemples de ces problèmes dans la presse et, le plus saisissant, est sans doute le rapport de la Cour des comptes qui lie étroitement écologie et économie. Je les cite : « ne pas s'adapter au changement climatique ou mal s'adapter pourrait se révéler à terme très coûteux ». Ce document dénonce particulièrement l'absence de vision à long terme pour le littoral menacé par l'inéluctable recul du trait de côte et affirme que l'intégration du changement climatique dans les politiques d'aménagement du territoire est insuffisante.

Pour la seule année 2022, France Assureurs a estimé à 10 milliards d'euros le coût des sinistres climatiques qui, d'ailleurs, s'accroissent avec le réchauffement (l'Italie aurait eu, en 2023, 10 milliards d'euros de frais pour compenser les inondations). Il y a donc une urgence nouvelle de l'adaptation.

Comment concevoir et mettre en œuvre un projet urbain territorial et écologique au sens large du terme ? Ceci, alors que la commande n'existe pas ! Comment s'adapter aux évolutions prédictibles de la ressource en eau et préparer les territoires à accueillir des épisodes extrêmes faute de pouvoir leur résister ? Comment initier des projets « laboratoires des transitions écologiques et sociales » à grande échelle et avec quel portage politique ?

Pour débattre de ces questions avec Paola Viganò, nous avons convié Romain Champy. Il est philosophe, sociologue, urbaniste et directeur de l'aménagement d'Europolia à Toulouse après avoir été directeur des projets à Toulouse mais également à Euralille ; un territoire très différent. Il est aujourd'hui ici au nom du groupe qu'il copilote au sein du Club Ville Aménagement sur l'adaptation.

Paola Viganò : Merci de cette invitation. Je n'apporte pas de réponse mais des fragments d'une expérience désormais assez longue puisque cela fait une vingtaine d'années que je travaille sur la question de l'eau. Aujourd'hui, le dernier rapport du GIEC nous indique que les impacts climatiques sur les populations et les écosystèmes sont plus nombreux et plus graves que prévu. Les risques futurs augmenteront donc rapidement et nous ne sommes qu'au début d'un processus que nous ne comprenons pas encore pleinement. Mais quel rôle peut donc jouer l'eau pour nous aider à affronter ce risque et comment peut-elle contribuer à dessiner un territoire résilient ?

Comme le montre ces images prises par la photographe Annick Parotte, la vallée de la Vesdre a été frappée par une inondation catastrophique le 21 juillet 2021. Nous voyons là un visage inédit de la catastrophe où des groupes d'individus souriants attestent de la solidarité intervenue dans cette vallée suite à ces événements.

En 2021, la Vesdre a repris ses droits sur l'ensemble du territoire de la vallée alors que son lit majeur -une plaine inondable - accueille des villes, des industries, des activités diverses et une urbanisation diffuse. Précisons que cette vallée fait partie du sillon noir, une ceinture industrielle millénaire réputée pour ses charbons : il s'agit donc de territoires oubliés, en déclin depuis des décennies. Ces dernières années, je me suis intéressée à cette partie de l'Europe et particulièrement à la Wallonie où se joue une nécessaire transformation nécessitant de faire ressurgir un paysage qui doit, lui-même, se connecter à d'autres paysages comme l'Archipel vert et la chaîne de parcs dans les bassins miniers, le parc bleu de l'eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai pour la partie française ou le Drielandenpark du côté de la Belgique. Mais avant d'aborder ces expériences, je souhaiterais évoquer différents concepts.

- Il y a d'abord la question du **risque** : je voudrais rappeler, comme l'a fait Ulrich Beck dans les années 1980, que la production sociale de richesse s'accompagne systématiquement d'une production sociale de risques.

- Il y a ensuite des **rationalités écologiques** liées au monde du vivant : il nous faut comprendre pourquoi l'eau occupe son espace et saisir de quelle manière nous avons, nous-mêmes, transformé cette réalité selon nos propres rationalités. Mais nous devons également comprendre que toute décision environnementale a une nature collective : la décision individuelle ne sert à rien et les questions d'intérêt public et de bien commun sont donc inhérentes au choix environnemental.

- Il nous faut, enfin, nous efforcer de **penser l'impensable**, la catastrophe, la tragédie. De ce point de vue, Herman Khan, un scientifique de l'armée américaine qui, dans les années 1960, travaillait à concevoir des scénarios sur la guerre nucléaire justifiait ces exercices en disant qu'il fallait faire l'effort de penser ce que nous ne souhaitons pas qu'il advienne pour mieux être en mesure de l'éviter. Citons également le magnifique livre de l'écrivain indien Amitav Ghosh, *Le Grand Dérangement* : il y évoque le réchauffement climatique comme quelque chose que nous sommes incapables de penser. Pour autant, lorsque la catastrophe se trouve face à nous, nous sommes bien obligés de la reconnaître et de nous dire qu'en détournant ces forces naturelles par nos propres rationalisations, nous créons l'occasion et le risque.

Pour revenir à la Vesdre, il est intéressant de noter que les habitants nous en parlaient comme d'un

animal domestique : « je jouais avec cette rivière ! nous disaient-ils. Comment donc a-t-elle pu nous faire cela ? » Mais il se trouve justement que la rivière n'est pas seulement cet animal familier et aimant, elle est également intrinsèquement un torrent ! L'idée de « reconnaître » prend donc ici tout son sens et nous renvoie à une connaissance préexistante.

Entre 2021 et 2023, nous avons travaillé sur le schéma stratégique interdisciplinaire de la Vesdre avec l'équipe de l'université de Liège. Ce travail n'a pas été facile. Lors d'une chaîne humaine organisée en 2022, j'ai fait la rencontre d'un bénévole flamant qui avait fait le trajet depuis Gand pour venir aider les sinistrés. Il m'a indiqué que si, dans vingt ans, la rivière les recouvrait, il espérait que les Wallons viendraient également les aider. Ces solidarités sont intéressantes car elles dépassent les divisions administratives et politiques du territoire.

La Vesdre, un territoire compliqué

La Vesdre est une vallée compliquée de part sa topographie, son urbanisation et sa ville diffuse et, pour ce projet, nous avons donc décidé de les considérer, elle et la rivière, comme des sujets à part entière. Ce prisme nous a semblé essentiel pour mener à bien la réflexion sur ces objets subjugués par nos rationalisations. Il nous a également permis de les considérer comme des entités socio-économiques puisque, en Belgique, la révolution industrielle s'est initiée dans cette vallée, y créant une énorme richesse et de très belles villes.

Alors que la catastrophe a donné lieu à une véritable crise sociale, notre action a débuté par un travail d'écoute des habitants et des experts. Les climatologues nous ont, à cette occasion, indiqué, que d'ici 2050, deux à trois inondations de la même intensité étaient à prévoir sur ce territoire. Et ce n'est pas là le seul risque qui grève la vallée : compte tenu des émissions de CO₂, des périodes de sécheresses terribles sont également attendues sur ce territoire qui, après 2050, fera probablement les frais de terribles incendies menaçant son agriculture.

Explorer la reconstruction par l'échelle plus vaste du territoire

Pour explorer la reconstruction du fond de la vallée, l'échelle plus vaste du territoire s'est immédiatement imposée : elle seule permet la prise en compte du risque et, de ce point de vue, c'est finalement l'eau qui nous a invité à faire ce « pas en arrière » et à comprendre que le problème intervenu dans le fond de la vallée était généré ailleurs. La question de l'eau est donc exemplaire et permet d'appréhender, tout à la fois, la résilience et les solidarités. Et, le comportement de l'eau le prouve, il ne peut y avoir de résilience sans solidarité. Cela s'applique d'ailleurs particulièrement aux territoires agricoles -où l'industrialisation et l'urbanisation se sont développées- qui ont des responsabilités évidentes dans la catastrophe intervenue dans le fond de la vallée.

Victor Hugo qui passait par là en 1837 a déclaré que la Vesdre était la plus ravissante vallée au monde : « elle est quelque fois un ravin, souvent un jardin, toujours un paradis » disait-il. Et je dois dire qu'avec ses paysages qui n'ont rien à envier à ceux de la Toscane, la vallée de la Vesdre est, encore aujourd'hui, un lieu exceptionnel. Elle a, bien sûr, fait l'objet d'importantes transformations puisque des milliers d'hectares de tourbières ont été transformés en forêt de résineux. Cette exploitation économique a d'ailleurs conduit à assécher et à drainer les sols, de sorte que leur surface compactée est devenue incapable d'absorber l'eau. Nous sommes aujourd'hui en train de reconstituer ces tourbières, mais le risque demeure, charriant avec lui son cortège de fragilités. Et, de ce point de vue, c'est également dans le fond de la vallée que se trouvent les populations les plus pauvres. Plus à risque, ce territoire est donc également le plus pauvre. Et, comme si cela ne suffisait pas, sur ces zones inondables en proie à l'érosion des sols, des plans d'affectation des sols ménagent encore plusieurs centaines d'hectares de parcelles constructibles ; une situation exigeant de faire dialoguer entre elles les différentes parties de la vallée. Nous avons donc mené une concertation qui nous a permis de développer une vision autour de scénarios classés en deux catégories.

Quatre scénarios pour une vision

- Le premier scénario, baptisé « **Futur sans rupture** », ne change rien à ce qui se faisait avant.
- Le second scénario, « **Ce que veut la rivière** », donne au contraire la parole à la rivière, sans pour autant nous faire disparaître avec, comme idée centrale, celle de la coexistence.
- Les troisième et quatrième scénarios, « **Continuités transversales** » et « **Constellations** » ont trait à l'urbanisation. Le scénario « Continuités transversales » réorganise le territoire sur des urbanités Nord / Sud (du fond de la vallée jusqu'au plateau) et est apparu, lors des ateliers, comme « représentant l'activité économique telle qu'elle se développe actuellement » : pour se rapprocher de l'autoroute positionnée sur le haut du plateau, toutes les plaques d'activité se sont en effet implantées sur cette direction transversale. Quant au scénario « Constellation », il prend en compte tout ce qui est déjà là, sans exclusion, et propose une régénération ponctuelle. Il part du postulat que l'existant est le problème et qu'il doit donc être régénéré et adapté pour arriver à un modèle d'urbanisation résilient. De ce point de vue, mettre l'existant au cœur de la question a permis de faire entrevoir aux communes qui ne sont pas dans le fond de la vallée, leur responsabilité dans la catastrophe et de leur faire comprendre qu'il leur fallait agir en amont et prendre des mesures hydrauliques pour aider le fond de la vallée.

Les 10 points de la vision

Grâce aux permanences, débats et portes ouvertes que nous avons menés, nous avons construit de très belles cartes qui nous ont permis de dégager les 10 points de la vision permettant de rendre le bassin versant résilient et solidaire face aux inondations et au changement climatique. Quels sont-ils ?

- **Premier point, dessiner la transition écologique** : l'idée ici n'est pas de se contenter de se préparer à la prochaine inondation. Pour illustrer cette idée j'utilise le concept américain de *Climate Preparedness* qui distingue préparation et adaptation structurelle à un changement climatique en cours nous obligeant à dessiner une transition sociale.

Ariella Masbouni : se préparer permet quand même d'éviter des catastrophes... De ce point de vue, l'expérience de La Réunion est intéressante : les dispositifs d'alertes permettent d'éviter des morts.

Paola Viganò : Bien sûr et nous avons d'ailleurs rédigé un document pour le Parlement de Strasbourg sur ce sujet. Il faut évidemment se préparer mais il ne faut pas réduire la reconstruction à la préparation. Dans cette vallée en déclin, nous avons donc insisté sur la nécessité de transformer la catastrophe.

- **Second point de la vision : Retenir, ralentir, temporiser l'eau, augmenter l'efficacité de ses espaces, actualiser la gestion du barrage face au changement climatique.** L'idée est ici de réfléchir, avec les ingénieurs hydrauliques, aux adaptations à mener le long de la rivière. Nous avons centré notre réflexion sur l'échelle du bassin versant et avons décidé, avec ces experts, d'appliquer une stratégie de déformation des berges canalisées pour redonner ainsi à la rivière davantage d'espaces. De ce point de vue, notre vision correspond à celle d'un grand parc fluvial productif ne perdant rien de sa capacité puisque, tout en étant davantage attentif au risque, il ménage de nombreux espaces réutilisables et habitables.

- Ceci nous mène au **troisième point : rendre résilient et transparent le capital spatial, industriel et urbain dans les anciennes et nouvelles zones d'aléas.** Ainsi, les magnifiques bâtiments industriels sur les berges pourront, selon les cas, être adaptés et réduits pour les rendre « transparents à l'eau » (avec la possibilité que l'eau puisse y pénétrer à certains moments).

- **Quatrième point : régénérer les tissus urbains pour améliorer toutes leurs performances et gérer les eaux pluviales.** De ce point de vue, le problème le plus large reste celui de l'adaptation des grandes plaques d'activité qui ont joué un rôle non négligeable dans la catastrophe. Il s'agit, en effet, de grandes surfaces imperméables et monofonctionnelles qu'il nous faut évidemment transformer. Et, même si les nouvelles plateformes seront imaginées comme capables de résoudre les problèmes liés à l'eau, c'est

bien l'ensemble de l'existant qui est en réalité problématique. Ainsi, nous ne pouvons pas nous occuper uniquement de la question de l'eau : il nous faut imaginer une transition qui touche à la multifonctionnalité et à la qualité de l'espace public avec la possibilité, pour ces lieux, de participer à une vie urbaine.

- Les **cinquième et sixième points** sont relatifs à la **mobilité** : nous touchons là également à l'atténuation car il est erroné de séparer atténuation et adaptation. Même si ces deux stratégies peuvent avoir des points de conflit, il faut les considérer ensemble. Ainsi, le cinquième point vise à **valoriser l'infrastructure du chemin de fer, intensifier le transport en commun et repenser la logistique**. De ce point de vue, le train parcourant l'ensemble de la vallée ainsi que la ligne à grande vitesse passant sur les plateaux, nous permettent d'imaginer un futur sans voiture ou, à tout le moins, avec une dépendance à la voiture inférieure à celle qui existe aujourd'hui. Des **lignes de bus pourraient également être renforcées et réorganisées** pour améliorer le fonctionnement des transversales. De même, **une quantité de parcours à pied ou à vélo pourraient être aménagés** dans cette vallée où les distances sont réduites et où ces mobilités alternatives ont toute leur place.

- Le **septième point** touche à **l'adaptation de l'agriculture pour réduire l'écoulement de l'eau**. L'idée serait donc de réformer l'agriculture actuelle majoritairement centrée sur le maïs pour revenir à une agriculture fruitière qui existait par le passé dans la vallée et qui permettrait de réduire l'érosion des sols.

- Le **huitième point** pose la question de **l'adaptation des forêts et de la restauration des tourbières** avec, pour ces sols éponges déjà pleins d'eau, la réalisation de dispositifs permettant d'accroître les capacités de stockage. De même, la restauration des bocages pourrait jouer un rôle majeur avec -40% d'écoulement comme en témoigne le dessin réalisé par l'hydrologue de l'université de Liège, Aurore Degre.

L'échelle du sous bassin versant pour un parc territorial solidaire

Tout cela nous amène à reconstruire des paysages. Mais comment procéder ? Est-ce que les échelles, les institutions, les formes de gouvernance, sont les bonnes ? Si en tant qu'architectes-urbanistes, nous ne sommes évidemment pas légitimes pour répondre à cette question, à travers le projet et la construction du territoire, nous pouvons en revanche donner des suggestions. Nous avons ainsi dégagé cette échelle « micro » des sous-bassins versants à laquelle nous pouvons superposer une réflexion sur les infrastructures sociales. Cela nous permettrait de dégager de nouvelles formes de solidarité. Et nous avons proposé de diviser cette échelle en partie et de nous interroger sur la présence d'écoles, de transports en commun et de micro-centralités. Si nous pouvions réfléchir en même temps sur la gestion territoriale - par exemple comment gérer les transformations agricoles, forestières et du fond de la vallée ? - et le fonctionnement social de ce territoire, nous ferions un pas en avant. Je suis convaincue que cette échelle intermédiaire qui n'est ni l'échelle régionale ni celle de la commune pourrait faciliter la réflexion sur la ville diffuse et proposer des dispositifs de gestion territoriale intéressants permettant de participer à la construction de cette sorte de parc territorial économique et solidaire à l'échelle européenne. La grande carte de la vallée de la Vesdre illustre parfaitement cette idée : elle représente toutes les stratégies que nous venons d'évoquer mais permet également à chaque commune d'avoir son morceau de carte. Et une fois adopté par la région wallonne et les municipalités, le schéma stratégique guidera les choix opérés de ses recommandations.

Un laboratoire de la Vesdre pour mettre en œuvre la vision

Mais la question qui se pose ensuite, est que se passera-t-il une fois cette adoption opérée ? En tant qu'urbaniste, nous ne pouvons pas nous arrêter là. Il nous faudra en effet continuer à travailler avec la société civile, les institutions et tous ceux qui le souhaitent et nous avons donc proposé de créer un laboratoire de la Vesdre construit autour de trois piliers :

Baukultur / Culture de la transition écologique et sociale

Cette réflexion sur la manière de reconstruire la ville et le territoire à l'aube de la transition écologique et sociale pose la question de la culture du bâti au sens large. Comment, en effet, bâtir le territoire, les infrastructures, les forêts pour être capable d'affronter ce risque ? C'est là tout l'enjeu du concept allemand de *Baukultur* qui renvoie au territoire. Mais dès lors que peu de personnes disposent de cette culture, il nous faudra expérimenter, lancer des projets et des débats !

Affectation des sols / zoning

Il y a un problème d'affectation des sols et, de ce point de vue, nous pouvons nous poser la question de savoir si le changement climatique est un thème assez puissant pour se permettre de mettre en discussion des droits acquis ? Sans cette remise en question, nous ne pourrions pas penser le changement climatique.

Culture du risque

La Vesdre, nous l'avons dit, a surpris tout le monde. Mais nous avons perdu la mémoire ! La question de la reconnaissance est donc essentielle : il nous faut cultiver cette culture du risque en sensibilisant partout autour de nous pour apprendre à vivre avec. Ce thème est d'ailleurs présent dans le travail sur la ville poreuse que nous avons mené sur le Grand Paris. Sur cette carte, vous voyez les zones identifiées par le SDRIF (Schéma directeur de la Région Île-de-France) comme hypothèses de développement. Mais ces territoires sont tous en zones inondables ! Les zones industrielles désaffectées se trouvaient le long de la Seine et c'est précisément là que, à partir de 2019, s'est reconstruit le grand quartier. Nous avons donc ajouté du risque au risque. Et il en est de même à Venise ! Sur cet espace amphibien, l'eau a dessiné tout ce territoire diffus qui semble chaotique mais qui, en réalité, trouve tout son sens : nous y voyons une ville diffuse avec des sols et des sous-sols très différenciés où nous trouvons une plaine sèche, des polders, la lagune, la mer... et nous le voyons, le dessin de l'eau y a joué un rôle primordial depuis des millénaires. Aujourd'hui, toutefois, même la plaine sèche présente des problèmes d'infiltration : nous avons donc besoin de créer des espaces de stockage de l'eau. Pour ce faire, notre proposition utilisait des centaines de gravières abandonnées qui pourraient efficacement être utilisées pour stocker l'eau. Venise est, bien sûr, un territoire difficile et je dis toujours que pour sauver Venise, il faut sauver la planète : sur ce territoire, le cours des rivières a été modifié entre les XII^e et XV^e siècles pour éviter de combler la lagune avec les sédiments des rivières. La montée du niveau de la mer aura donc des conséquences dramatiques. Ceci d'autant plus, qu'aujourd'hui, nous n'avons plus assez de sédiments ! Nous voyons donc comment les canaux réalisés pour faire entrer les grands bateaux dans la lagune sont, avec l'érosion et l'instabilité du fond lagunaire, l'une des grandes causes des problèmes que connaît aujourd'hui la ville. Pour les résoudre, les chercheurs nous disent qu'il faut redonner plus d'espace à la lagune or elle abrite des villes. Dès lors, Venise parviendra-t-elle à être résiliente ? Nous travaillons actuellement, avec une équipe d'ingénieurs et de portuaires hollandais et italiens, sur le plan du port de Venise et la question du changement climatique nous contraint à prendre position. Il nous faudra décider de l'opportunité de conserver ce port à cet endroit tant nous ne pourrions pas nous contenter de nous adapter un peu !

Je voudrais juste rappeler trois choses sur Venise :

La ville a traité ces questions selon le principe du *Trial-and-Error Method* avec l'idée que toutes les propositions de modifications de la lagune devaient pouvoir être démantelées facilement. Cette capacité de revenir en arrière est un élément que nous ne considérons pas souvent dans nos stratégies d'adaptation. Autre aspect intéressant, au moment où Venise était au plus fort de son pouvoir économique, elle menait d'importantes politiques pour conserver et restaurer cet équilibre à l'intérieur de la lagune. L'idée était de produire de la richesse tout en conservant cet écosystème essentiel à la vie. Dans les années 1970, Italo Calvino a d'ailleurs écrit sur la ville aquatique qu'il qualifie d'archétype à l'imagination tant elle répond à des besoins anthropologiques fondamentaux. Il croyait dans le futur des villes d'eau et dans un monde comptant de multiples Venise et voyait donc la ville amphibie non pas comme un problème, mais comme une forme différente d'habiter le monde.

Je dirais donc en guise de conclusion que cette proximité renouvelée entre espace et vie réoriente nos positions, nos choix et nos priorités, ceci même s'agissant des investissements. L'espace et le projet sont, en outre, des agents fondamentaux de la transition sociale et écologique dès lors que redéfinissons leur engagement en termes biopolitiques plus larges, en considérant la coexistence entre l'humain et le non humain, l'émancipation et la justice spatiale et environnementale.

Ariella Masbounji : Merci Paola Viganò. Avant de donner la parole à Romain Champy et de nous demander comment engager les territoires dans des projets ambitieux sur la question de l'eau, une question dans le chat vous demande comment est arrivée la commande de la Vesdre et quel est le résultat aujourd'hui?

Paola Viganò : Le projet sur la Vesdre est le résultat d'un appel à candidatures de la région auquel nous avons répondu avec l'université de Liège. Aujourd'hui, il manque évidemment un maillon : nous disposons d'institutions, d'une recherche scientifique importante et d'une société civile de plus en plus active, mais il nous reste à inventer quelque chose nous permettant de discuter tous ensemble : une ONG pourrait, à mon sens, faire le lien entre ces différents acteurs.

Ariella Masbounji : Les investissements sont-ils concentrés sur les abords de la rivière ?

Paola Viganò : Les investissements viennent surtout de la Banque Centrale Européenne (BCE) qui a budgété 240 millions d'euros pour la reconstruction des berges. Mais, sachant que le bocage pourrait réduire drastiquement le *run off*, nous ne pouvons pas nous contenter de travailler sur les berges. Nous avons donc les idées, les bonnes volontés – particulièrement celles de la région wallonne tributaire des élections - mais nous voyons bien que ce type mécanismes ne suffit plus.

Ariella Masbounji : La difficulté à affronter l'idée du risque perdue : nous l'avons vu au Japon où, si juste après la catastrophe, la sensibilisation était là, les pratiques vertueuses ont rapidement disparues avec la reprise des constructions d'usines nucléaires le long de la mer. La peur ne dure donc qu'un an tandis que les catastrophes, elles, se font de plus en plus fréquentes ! Et je voudrais citer d'autres démarches : la consultation du Grand Paris a apporté un immense savoir sur l'inondabilité, la façon de construire, la gestion de la pauvreté mais tout ceci est resté lettre morte et, il en est de même à Bordeaux où, dans le cadre des *55 000 ha pour la nature*, la proposition du paysagiste Bas Smets pour rafraîchir la ville est restée lettre morte. Il nous faut donc passer à l'acte.

Romain Champy, vous êtes très mobilisé sur ces questions et copilotez le groupe adaptation du Club Ville Aménagement. Qu'entendez-vous par adaptation et quelles sont vos premières convictions ? Êtes-vous d'ores et déjà arrivé à quelques orientations qui pourraient changer le travail des aménageurs, voire faire évoluer les politiques publiques ?

Romain Champy : Il y a trois ans, nous avons lancé un cycle intitulé "Ville et Changement climatique". Bien que ce cadre fût large, il nous semblait alors essentiel pour introduire la question dans nos métiers. Nous avons pour ambition d'aborder à la fois l'atténuation et l'adaptation mais, à la fin du cycle, nous avons réalisé que, guidés par l'urgence, nous avons surtout traité l'atténuation au détriment de l'adaptation. Cette erreur est aujourd'hui évidente, car nous comprenons désormais que le changement climatique est une réalité universelle pour tous les territoires. Des problématiques telles que les inondations, la sécheresse, l'érosion côtière, l'inadaptation des tissus économiques au réchauffement climatique et la surchauffe urbaine sont présentes partout. Nous avons donc conclu qu'il était nécessaire de placer l'adaptation au cœur de nos réflexions, sans pour autant l'opposer à l'atténuation.

Construire les connaissances, rassembler les compétences

Nous sommes aujourd'hui convaincus que l'adaptation et l'atténuation constituent l'horizon de notre travail pour les 30, 50, voire 100 prochaines années. Et si nous manquons encore de certitudes, nos premières séances de travail ont d'abord mis en lumière la nécessité de capitaliser des connaissances et de rassembler des compétences. Je suis d'ailleurs impressionné par l'approche multidisciplinaire - avec le monde scientifique en arrière-plan- développée dans le cadre du projet de la vallée de la Vesdre. Citant les estimations de la Cour des Comptes qui évoquent un investissement annuel d'au moins 3 milliards

d'euros, l'ensemble des acteurs que nous avons rencontrés sont très préoccupés par les questions de financement. Mais il nous faut également rassembler une somme de connaissances et de compétences pour identifier et diagnostiquer les effets et les risques par territoire. Un travail qui, évidemment, requiert du temps, des ressources humaines et nécessite également de déterminer les échelles territoriales pertinentes. Il est donc essentiel de former nos équipes de maîtrise d'ouvrage pour qu'elles puissent traduire les connaissances scientifiques en enjeux de projet.

Un débat démocratique essentiel

Cela implique également de prendre en compte les aspects sociaux, ce qui constitue un défi supplémentaire. En effet, l'adaptation au changement climatique et la résilience des territoires ne se limitent pas à une simple question technique basée sur des données scientifiques. Elles englobent également des notions de solidarité et de choix. C'est que la résilience ne consiste pas simplement à restaurer le territoire tel qu'il était avant la catastrophe, mais bien à l'adapter à une nouvelle réalité post-catastrophe, avec ses pertes et ses gains : la perte d'éléments impacte les populations, les territoires et les pratiques économiques, soulevant ainsi des questions démocratiques cruciales. Et comme toutes les populations ne bénéficieront pas de manière égale des mesures d'adaptation, il est nécessaire d'envisager différents scénarios et de les soumettre au débat public. Ceci d'autant plus que, malheureusement, comme nous l'avons vu avec l'exemple de la Vesdre, ce sont souvent les plus vulnérables qui subissent le plus les conséquences du changement climatique ; ce qui entraîne une accumulation de difficultés tragiques.

Considérer, dès maintenant, l'ensemble des projets au prisme de l'adaptation

Enfin, un troisième point évident concerne les projets. En parallèle des grands projets d'adaptation tels que celui mené sur la vallée de la Vesdre, il me semble primordial de se demander, dès maintenant, si l'ensemble des projets actuellement à l'œuvre sont eux-mêmes adaptés. Il y a une distinction à faire entre les projets d'adaptation et les projets déjà adaptés. Chaque investissement public, qu'il concerne la construction pour gérer les îlots de chaleur ou toute autre infrastructure, doit non seulement prendre en compte les normes actuelles, mais également intégrer de manière significative l'adaptation au changement climatique. Investir dès maintenant dans des projets adaptés permettra de réaliser des économies à long terme, car ils seront pertinents dans les décennies à venir. Il est donc impératif de ne pas remettre à plus tard cette réflexion sur l'adaptation de nos projets aux futurs scénarios climatiques, même si leur identification n'est pas simple. Actuellement, le plan national d'adaptation au changement climatique (PNAC) prévoit une trajectoire moyenne de +4°C sur le territoire français, mais il est nécessaire d'envisager également des hypothèses plus pessimistes ! Il nous faut adopter une culture de la catastrophe et du risque, ce qui implique de comprendre les conséquences possibles des pires scénarios, même si cela est particulièrement difficile.

Ariella Masbouni : Nous avons toujours soutenu que la question écologique devait impérativement inclure une perspective à long terme, c'est-à-dire prendre en compte la manière dont le calcul économique des projets d'urbanisme ou d'aménagement intègre les implications sur le long terme. Mais comment mobiliser les élus sur cette question ? Aujourd'hui, les choses évoluent rapidement car les catastrophes surviennent de plus en plus vite. Aux États-Unis, par exemple, avec l'accord du Président Obama, les compagnies d'assurance ne financent plus la reconstruction des maisons régulièrement détruites sur le littoral. Les assureurs joueront d'ailleurs un rôle crucial puisqu'ils financent également les recherches. Est-il envisageable d'intégrer des calculs macro-économiques dans les projets d'urbanisme ? Et comment rapprocher les coûts énormes supportés par l'État des conséquences des constructions ? Comment incorporer cette dimension dans les projets, alors que nous continuons à calculer selon la même logique économique, qui ne fonctionne plus ?

Romain Champy : Franck Boutay a souligné l'importance des questions d'adaptation par rapport à l'atténuation, notamment en ce qui concerne la sensibilité aux vagues de chaleur et aux îlots de chaleur urbains. Nos concitoyens en sont conscients et s'engagent sur ce sujet. À Toulouse, par exemple, le maire met en œuvre des stratégies d'adaptation pour lutter contre ce problème, en promouvant une ville plus

fraîche et en mettant en place des indicateurs de végétalisation et de désimperméabilisation. Une véritable prise de conscience s'opère donc. Mais s'agissant du financement, la question des actifs échoués (biens immobiliers ou infrastructures) reste entière. Les acteurs interrogés estiment que les trois milliards constituent le premier palier, mais que seule la solidarité nationale pourra payer cette facture.

Paola Viganò : J'ai posé cette question à un économiste italien car l'argent existe. Il m'a expliqué que les priorités allaient changer, entraînant de facto des économies, des pertes d'emplois et des bouleversements dans les activités économiques. Mais ce nouveau système de valeur permettra-t-il de réaliser la transition écologique et sociale ? Personnellement, je ne le pense pas. Nous n'y parviendrons pas.

Questions de la salle et du chat :

Jacques Coulon, paysagiste : Vous nous avez entraînés dans un voyage difficile, et au départ, j'étais mal à l'aise. Je suis méfiant à l'égard des approches sectorielles telle que celle que vous avez développée sur l'eau : je crois qu'il est, par exemple, essentiel de considérer l'eau en relation avec l'air. La clé réside, à mon sens, dans une approche globale qui intègre tous les aspects simultanément. En outre, si des équipes sont aujourd'hui prêtes à agir, nous faisons face à des politiques négationnistes qui refusent de croire en l'urgence de la situation. Agir sur des aspects isolés peut donner l'impression que nous progressons, mais cela ne suffit pas à résoudre le problème global. De ce point de vue, le paysage ne se limite pas aux parcs ; il englobe aussi l'agriculture et la forêt qui sont, elles, réticentes au changement car elle est sous l'emprise des grands groupes. Que faire dans ce contexte ?

Ariella Masbounji : L'eau est une porte d'entrée abordée par les paysagistes de très longue date. Ce savoir se perd et, alors que les phénomènes s'aggravent, c'était important pour nous de considérer cette entrée.

Paola Viganò : Il me semble en effet important de regarder ce dessin de l'eau comme nous l'avons toujours fait depuis la Rome antique jusqu'à Frederick Law Olmsted, qui a conçu l'ensemble de son système de parc à partir de l'eau à Boston.

Pierre Vionnet, directeur général de l'Agence d'urbanisme de la région de Saint-Nazaire : Ces questions nous obligent à reconsidérer de manière significative la stratégie territoriale et à repenser nos métiers. Par exemple, nous avons travaillé sur un secteur au nord de Saint-Nazaire, à l'interface entre la ville et le marais de Brière, près des bassins du port. Toutes les simulations indiquent qu'en cas d'épisode météorologique extrême la vague de l'océan atteindra cette zone. Pourtant, des projets urbains envisagent de construire malgré le risque. Ne faudrait-il pas aborder les choses différemment pour permettre à l'hydrologie de dicter la stratégie territoriale, et non l'inverse ? Ce type d'opération pose d'ailleurs un certain nombre de difficultés majeures tant il n'est pas raisonnable de réaliser des projets sur ce type de secteurs, ni du point de vue des risques, ni économiquement.

M. Labery, Caisse des dépôts : Relativement aux stratégies, je ne suis pas étonné que les décideurs callent car les changements qui permettraient d'avoir un meilleur fonctionnement des territoires tenant compte à la fois des activités humaines et des rivières sont démesurés et remettraient en cause tout une géographie humaine toujours implantée aux abords des cours d'eau.

Etudiant de l'école supérieure d'architecture de Marne la Vallée : J'ai travaillé sur la ville de Saint-Omer, dans le Nord-Pas-de-Calais, confrontée à de nombreux épisodes d'inondations. L'objectif était de promouvoir le design actif. Ce que j'ai retenu de votre présentation est qu'il est essentiel d'intégrer les enjeux sociétaux ainsi que ceux purement urbains dans une stratégie commune, car les problématiques liées à l'eau ont toujours des implications et des impacts variés. D'un point de vue stratégique, comment sensibiliser les commanditaires à un problème plus global avec une résolution à plusieurs niveaux ?

Romain Champy : S'agissant de la question de l'adaptation on peut se demander s'il est stratégique d'intégrer l'adaptation dans le cadre des études d'impact et des évaluations environnementales. Cela, à mon sens, ne peut qu'être bénéfique. Les études d'impact et les évaluations environnementales sont importantes non seulement d'un point de vue technique, mais aussi parce qu'elles nourrissent le débat public. Et si ces évaluations doivent prendre en compte le changement climatique, nous manquons en revanche de méthodologies et de trajectoires précises. C'est donc sur ces éléments que nous devons

travailler. Malgré les contraintes imposées aux aménageurs et leur manque croissant de ressources pour y faire face, ce système de contrainte nous permet d'améliorer nos projets.

Paola Viganò : S'agissant de la question de Pierre Vionnet sur « qui fait le projet ? », je parlerai de mon expérience avec un professeur ingénieur hydraulique de l'université de Liège. Celui-ci ne souhaitait pas réaliser le projet et nous a indiqué qu'il préférerait s'appuyer sur une vision. Ainsi, il renvoyait la responsabilité à la société civile en disant que "ce que vous voulez pourrait fonctionner comme ça". Il est, à mon sens, nécessaire de développer une vision collective, et l'aspect hydraulique arrive ensuite. Quant aux questions de la résilience et de la résistance à rapprocher de l'acceptation de la vulnérabilité, lorsque, après le projet du Grand Paris, nous avons travaillé le long de la Seine, nous avons réfléchi au nouvel équilibre entre résilience et résistance. Quel savant équilibre entre ces deux notions devons-nous atteindre ? Tout le monde ne pourra pas être résilient, et il sera parfois nécessaire d'opter pour la résistance. Cet équilibre, qui accorde des droits à certains et offre des protections à d'autres, devient donc une question biopolitique. Et il est important de comprendre que la résilience implique l'acceptation de l'événement, même si cela signifie être confronté à des inondations. Être résilient revient à faire face à ces événements sans trop en souffrir. Il s'agit donc d'un projet à la fois spatial et sociétal qui mérite d'être débattu.

Ariella Masboungi : Un grand merci à tous.